



Avis conforme N° 2019-371

Saisine par autorité administrative : Métropole Nice Côte d'Azur
Numéro de dossier : numéro de déclaration préalable : DP 00611919P0007
Pétitionnaire : Commune de Saint-Dalmas-le-Selvage
Adresse : Saint-Dalmas-le-Selvage
Nature de la demande : travaux en cœur de Parc national nécessaires à une activité autorisée
Intitulé du projet : Extension de la cabane pastorale (sanitaires)
Localisation : L'Issias, parcelle n°4 section C

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4, L.331-26, R.331-19 et R.331-67,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L122-11 et suivants, R423-62, R424-11 et R424-17,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 17 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu la décision n°2016-01 du 01 janvier 2016 donnant délégation de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du parc national du Mercantour,

Vu la demande d'avis conforme de la MNCA en date du 27/04/2019 et relatif à la construction de sanitaires pour la cabane pastorale de l'Issias,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 20/07/2019,

Considérant que le berger doit disposer de sanitaires,

Considérant que les travaux consistent en une extension d'une cabane pastorale destinée à abriter une douche et des toilettes sèches pour le berger qui garde le troupeau,

Considérant que ces travaux recourent à des matériaux autorisés par l'annexe 3 de la charte du Parc national du Mercantour, relatives aux règles particulières applicables aux travaux réalisés dans le cœur,

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci,

Considérant que cet avis conforme ne concerne pas les travaux de réfection du captage et d'amenée d'eau décrit au dossier. Ceux-ci ne sont pas soumis au code de l'urbanisme et ne peuvent être autorisés par un avis sur déclaration préalable. Ceux-ci doivent faire l'objet d'une demande de travaux directement auprès du directeur du parc national.

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

Le Directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour émet un avis favorable à la demande de déclaration préalable n° DP 00611919P0007 tels que décrits au dossier

Ces travaux correspondent en une extension (sanitaires) de la cabane pastorale de l'Issias, parcelle n°4 section C de la commune de Saint-Dalmas-le-Selvage.

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes :

- s'il y a nécessité d'hélicoptages pour la mise en place du chantier, la mise en œuvre des travaux et le repli du chantier, ceux-ci ne pourront être réalisés qu'au cours de la période allant du 1er septembre au 15 octobre et devront l'objet d'une demande particulière auprès du directeur du Parc national.
- Le pétitionnaire est tenu d'associer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour aux différentes réunions de chantier, notamment à la réunion d'ouverture et à celle de recollement.
- Le produit du retalutage nécessaire à la construction de l'extension sera régalié sur le talus en amont du mur de soutènement, sans tassement ni dépôt en d'autres lieux.
- les maçonneries et enduits seront réalisés à l'aide de ciment prompt, de teinte grise aussi proche que possible de la teinte du crépis recouvrant le volume principal de la cabane.
- L'ensemble des maçonneries seront réalisées de telle sorte que les risques de ruissellement des laitances soient réduits au maximum :
 - pose et séchage au sec, hors période de pluie ;
 - lavage des outils de maçonnerie dans un bac permettant la décantation des laitances et la récolte des résidus secs. Interdiction stricte de lavage dans le cours d'eau ;
 - évacuation des résidus secs de décantation en-dehors du cœur de parc, vers une installation de traitement autorisée.
- Les nouvelles huisseries (fenêtre, porte-fenêtre, porte pleine et volets) seront intégralement réalisées en bois de mélèze. Si les bois sont traités, il le seront avec des produits naturels (peintures ou laques biologiques à base d'huiles végétales).
- La toiture sera réalisée en tôles bac-acier, recouvertes d'un bardage en bois de mélèze.
- A l'issue des travaux, l'ensemble des résidus de matériaux et autres déchets issus des travaux devra être évacué en dehors du cœur de parc vers les installations de traitement autorisées.
- Les rejets d'eaux sales issus du fonctionnement de la douche seront acheminés vers une station d'épuration portative à filtres, dont le rejet d'eau traitée sera dirigé dans une tranchée extérieure filtrante ne devant pas excéder 5 mètres de long et 1 m de profondeur, creusée en pied de talus et remplie exclusivement de pierres prélevées sur place.
- les déchets issus du fonctionnement des toilettes sèches devront être stockés dans un contenant empêchant tout lessivage et ruissellement du compost par les pluies ainsi que tout prélèvement ou toute dispersion par la faune sauvage.
- Dans le cas de la mise en place d'un bac composteur, celui-ci devra être relié ou intégré à l'ensemble bâti de la cabane pastorale de sorte à ne pas être emporté par les intempéries (neiges ou vent), en faisant appel aux mêmes matériaux que ceux utilisés pour la construction de la salle d'eau.

- la cuve de stockage de l'eau issus de la source du Pas du Prêtre devra être accolée à l'extension nouvellement construite de la cabane pastorale, de sorte à ce que son impact visuel soit réduit au maximum.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition au dossier de déclaration préalable n° DP 00611919P0007.

Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Conformément à l'article R.462-7 c) du code de l'urbanisme, le récolement à l'achèvement des travaux est obligatoire.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

Article 6 : Sanctions

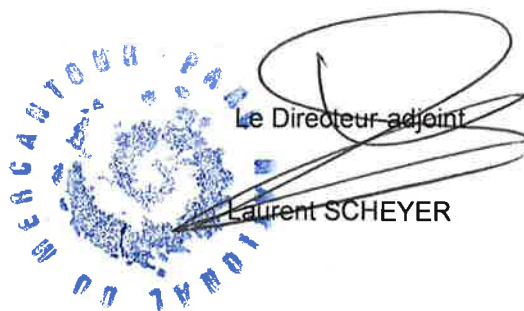
Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 7 : Publication

Le présent avis sera communiqué au préfet de département des Alpes-Maritimes, au maire de la commune de Saint-Dalmas-le-Selvage et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 7 août 2019

Le Directeur adjoint
Laurent SCHEYER



Copies :
- service territorial Tinée

Le présent avis conforme peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.